

## BRUXELLES S'INTERROGE SUR LES RATAGES POLICIERS CONCERNANT LES MERAH

# Carnage et chuchotements

**Sociologues, psychologues, observateurs, islamologues, criminologues, psychiatres, analystes politiques, hommes et femmes politiques, journalistes de terrain, spécialistes de tous genres et en tout ont squatté les plateaux de télévision, les studios radio et les espaces de la presse écrite dans le royaume.**

De notre bureau de Bruxelles,  
Aziouz Mokhtari

Tous ont tenu à délivrer qui un avis expert, qui une «fatwa» démocratique, qui une annonce, qui une prévision, qui une sentence sur l'affaire Merah.

Ou plutôt les affaires Merah. Il y en a dorénavant plusieurs. Celle de Mohamed, le voyou de Toulouse, mort. Celle de son frère, Abdelkader, et dorénavant, la presse évoque l'itinéraire, selon elle, différent de Yasmina

Mesbah. L'épouse du frère aujourd'hui incarcéré à Fresnes. Pour les Belges, Merah est une façon privilégiée de suivre la mouvance salafiste sans trop s'impliquer. Les fins limiers du royaume, à l'efficacité et à la discrétion légendaires, profitent donc des avancées et des bévues de leurs homologues français. Pas question, par contre, ici, de taire ou d'évoquer à dose homéopathique les zones d'ombre des affaires Merah.

Les voyages en Afghanistan, au Pakistan, au Waziristan de Mohamed le désaxé de Toulouse, l'immersion dans le salafisme de Abdelkader ou la double vie de Yasmina son épouse. Hors de question aussi de taire le fait que le Raid, troupe d'élite, le nec plus ultra de la force de frappe policière de France ait pu échouer à attraper vivant, un homme, épuisé physiquement, n'ayant pas mangé depuis 40 heures et, de toutes les façons, sur le point de succomber. C'est d'autant plus inexplicable que le quartier où était encerclé Mohamed Merah a été vidé, auparavant, de toute pré-

sence humaine. L'un des policiers du Raid a-t-il perdu son sang-froid à la vue des blessures de deux de ses compagnons ? La direction du corps d'élite a-t-elle été sommée par Sarkozy d'en finir au plus vite avec le Toulousain cinglé pour permettre au président d'engranger des points de sondage avant de se retransformer en candidat ? Question donc que le royaume de Belgique se pose, en toute liberté. Partout, d'ailleurs, en Europe (Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Espagne) l'on ne s'interroge sur le Raid, sur la DCRI (Renseignement intérieur français) qui en savait des tas et des tas sur les Merah, notamment sur le cadet, sur le tueur, et qui a laissé agir par inadvertance.

A l'une des questions de la police des polices sur l'un de ses déplacements afghans (avant tueries de Montauban-Toulouse), Mohamed Merah répond : «J'y suis allé pour faire du tourisme», puis est ressorti libre de son interrogatoire. La suite est connue.

A. M.

## SOMMET ARABE EN IRAK

# La Syrie, principal sujet

**L'avenir du régime syrien, acteur incontournable durant des décennies au sein de la Ligue arabe avant d'en être mis à l'index, sera le principal sujet de discussion du sommet qui se tient cette semaine, pour la première fois depuis plus de vingt ans en Irak.**

Entourés de mesures de sécurité exceptionnelles, après une série d'attentats qui ont ensanglanté Bagdad il y a une semaine, les dirigeants arabes débattront des moyens de mettre un terme à la violence en Syrie.

Mais de probables divergences risquent d'empêcher l'adoption de décisions tranchées lors de cette rencontre débutant avec des réunions ministérielles aujourd'hui mardi suivies par le sommet proprement dit jeudi.

En l'absence de la Syrie, la Ligue arabe devra trouver un moyen de concilier deux positions : celle, radicale, des pays du Golfe, en particulier l'Arabie saoudite et le Qatar, qui veulent armer l'opposition pour écarter Bachar al-Assad, et celle qui privilégie la diplomatie, alors que les violences ont fait plus de 9 100 morts en un an, selon des militants.

«La question de la Syrie n'est pas facile. Il y a une division au niveau international et au sein du monde arabe», selon le conseiller adjoint pour

la sécurité nationale irakienne, Safa Hussein. «Il ne faut pas espérer de miracles lors du sommet, mais il sera peut-être possible de rapprocher les points de vue», poursuit-il.

L'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, mène une mission de médiation, et les «Amis de la Syrie», parmi lesquels une partie des pays arabes, doivent se réunir à nouveau le 1<sup>er</sup> avril à Istanbul.

Bagdad ne croit pas à une nouvelle résolution sur la Syrie. «Nous devons chercher à appliquer les anciennes résolutions arabes ainsi qu'à relancer le plan d'action et l'initiative arabes», a expliqué à l'AFP le vice-ministre des Affaires étrangères, Labid Abawi.

Le chef de la Ligue arabe, Nabil al-Arabi, a de même estimé dimanche que le sommet ne réclamerait pas le départ de M. Assad.

«Nous ne nous immisçons certainement pas dans les affaires internes de la

Syrie, et ne leur dirons pas comment se comporter ou pour qui prendre parti», a prévenu



Nabil al-Arabi, chef de la Ligue arabe.

hier lundi le ministre des Affaires étrangères irakien, Hoshiyar Zebari.

Les participants entérineront par ailleurs une donne entièrement nouvelle depuis les révolutions qui ont fait chuter quatre «patriarches» du monde arabe en Égypte, Tunisie, Libye et au Yémen. La région n'avait pas connu une telle secousse depuis près de 50 ans.

Les autorités irakiennes souhaitent également consacrer une partie des débats aux réformes structurelles qui pourraient rendre la Ligue arabe plus efficace. Cette réunion marquera le retour de l'Irak, qui

a été mis au ban du monde arabe en 1990 après l'invasion du Koweït, et qui a perdu sa souveraineté avec l'invasion conduite par les Etats-Unis en 2003. Le pays a retrouvé son indépendance avec le départ des forces américaines fin 2011 mais la sécurité y est encore fragile et la reconstruction progresse lentement.

«Il s'agit d'un tournant pour l'Irak» qui démontre que beaucoup de pays de la région ont surmonté leurs «soupçons» envers lui, a dit M. Zebari. Le sommet «est important pour l'Irak, mais aussi pour les pays arabes», a-t-il estimé.

Plus de 100 000 membres des forces de l'ordre ont été déployés dans la capitale et plus d'un demi-milliard de dollars ont été dépensés pour rénover les principaux hôtels et les routes entre l'aéroport et la «zone verte», secteur ultra-protégé où se tiendra le sommet.

Malgré la violence récurrente, les autorités irakiennes tablent sur la présence de la moitié des chefs d'Etat. Le Soudanais Omar el-Béchir, objet d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale pour génocide au Darfour, et le Libanais Michel Sleimane, ont déjà annoncé leur venue.

## GRANDE-BRETAGNE

# Cameron reconnaît avoir reçu des donateurs de son parti à Downing Street

Le Premier ministre britannique David Cameron, au coeur d'une polémique sur le financement de son parti, a reconnu lundi avoir dîné, à quatre occasions à Downing Street, avec des donateurs «importants», dont le Parti conservateur a publié les noms.

«Depuis deux ans que je suis Premier ministre, il y a eu trois occasions où des donateurs importants sont venus dîner à mon appartement. En plus de cela, un dîner auquel ont participé des donateurs a été organisé immédiatement après les élections générales (de mai 2010) à Downing Street», a déclaré M. Cameron, peu avant que son parti ne publie le nom d'une petite trentaine de donateurs reçus entre juillet 2010 et février 2012. «Aucun de ces dîners n'était destiné à lever des fonds et aucun de ces dîners n'a été payé par les contribuables», a-t-il affirmé.

Le Premier ministre a ainsi tenté de calmer le jeu après la démission dimanche du trésorier du Parti conservateur, Peter Cruddas, soupçonné d'avoir monnayé un accès privilégié à M. Cameron. M. Cruddas a quitté ses fonctions après la diffusion d'une vidéo tournée en caméra cachée par des journalistes du Sunday Times le montrant en train de proposer, en échange de dons, de rencontrer le chef du gouvernement au cours de dîners privés dans le but d'influencer sa politique. M. Cameron a répété que les remarques de M. Cruddas étaient «absolument inacceptables et fausses» et rappelé qu'il avait ordonné une enquête au sein de son parti. M. Cruddas «n'a jamais avancé le moindre nom pour un dîner à mon appartement», a affirmé le Premier ministre, s'engageant à ce que «le Parti conservateur publie» chaque trimestre la liste des donateurs qui participent à des repas à l'une de ses résidences officielles.

Le chef du gouvernement a par ailleurs estimé qu'il y avait «un besoin urgent de réformer le financement des partis» au Royaume-Uni, un problème dont «aucun parti n'est exempté».

Il a proposé que les dons individuels et ceux des syndicats — qui contribuent en grande partie au financement du Parti travailliste — soient limités à 50 000 livres (79 300 dollars ou 60 000 euros).

La législation britannique actuelle sur le financement des partis politiques ne limite pas le montant des dons des particuliers, mais impose de les rendre publics au-delà de 7 500 livres.

## SÉNÉGAL

# Wade félicite Sall et sauve la face mais sort par la «petite porte»

**Sa candidature à un nouveau mandat avait suscité inquiétudes et violences meurtrières : en reconnaissant sa défaite face à Macky Sall avant même la publication des résultats officiels, Abdoulaye Wade a tenté de se rattraper en se plaçant dans la tradition démocratique du Sénégal.**

«Je ne ferai pas moins que (Abdou) Diouf», son prédécesseur qui l'avait appelé pour le féliciter lors de sa première élection triomphale en 2000, n'avait cessé de marteler durant la campagne élec-

torale le président Wade. Promesse tenue : trois heures et demie après la fermeture des bureaux de vote, il a appelé dimanche soir M. Sall pour le «féliciter» de sa victoire au second tour

de la présidentielle et lui souhaiter «bonne chance afin qu'il réussisse sa mission à la tête du Sénégal».

En téléphonant à Macky Sall, le président Wade «a respecté sa parole, son engagement devant le peuple», écrit le quotidien pro-gouvernemental *Le Soleil*.

Pour Diouma Diakhaté, candidate battue au premier tour le 26 février, «Wade pouvait attendre ou même contester les premières ten-

dances, afin d'attiser la tension pour brûler le pays parce que les gens s'attendaient à ce cas de figure».

Elle salue en conséquence «la grandeur» de M. Wade qui a «pris de court tout le monde». Ce coup de fil du vaincu au vainqueur conforte l'image du Sénégal comme modèle démocratique en Afrique, un continent plus habitué aux transitions dynastiques, aux

fraudes électorales et aux coups d'Etat, comme en témoigne celui qui a renversé le 22 mars le président malien Amadou Toumani Touré.

Mais, relativise l'écrivain Mody Niang, Wade «n'avait pas d'autre choix que de l'appeler, tellement la victoire est écrasante», alors des chiffres non officiels donnent Macky Sall gagnant avec au moins 60% des voix.